

Paris, le 08 août 2017

**Lettre ouverte  
à monsieur le président de la banque africaine de développement**

Monsieur le président,

Notre coalition composée d'organisations politiques et de la société civile tchadienne à l'intérieur du Tchad et de la diaspora a décidé de vous écrire en référence aux valeurs que vos Institutions et vous-mêmes défendez si honorablement en faveur de l'Afrique, en ligne avec les principes opérationnels de votre Institution mais aussi à l'Objectif 16 des ODD «Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous » que votre institution s'est engagée à défendre aux cotés d'autres institutions internationales de développement.

Notre peuple aspire à ces mêmes valeurs tout en désirant voir nos conditions d'existence s'améliorer durablement. Cependant, si notre espoir d'un mieux-être s'est volatilisé depuis plusieurs années, du fait de la mauvaise gouvernance, nous sommes aujourd'hui dangereusement confrontés à des risques importants d'endettement hypothéquant l'avenir de la génération actuelle et à venir et à un durcissement du régime autoritaire en place depuis les dernières élections contestées d'avril 2016.

Depuis cette date en effet, aucune source de légitimité n'est reconnue par le peuple à Déby au pouvoir depuis bientôt 27 ans et qui exerce et renforce son pouvoir autocratique, liberticide et dictatorial en violant constamment les libertés syndicales, associatives et politiques. Il enlève, séquestre et torture en toute illégalité toute voix contestataire. Il fait faussement croire qu'il est le garant de leur sécurité contre les menaces terroristes.

Cependant, autant le pouvoir exécutif est illégitime, le pouvoir législatif l'est aussi. En effet, le mandat de la présente législature est arrivé à son terme en juin 2015. Deux arguments ont été présentés tour à tour pour reporter aux calendes grecques les élections législatives: (i) pour proroger la législature par décret, il y a besoin d'organiser un recensement biométrique, (argument devenu depuis lors obsolète), (ii) le pays traverse une crise financière, il n'y a pas de ressources suffisantes pour organiser les élections législatives.

Ainsi, l'Assemblée Nationale est devenue aussi illégale et illégitime que le pouvoir d'Idriss Deby. Notre classe politique et la société ont alerté Idriss Déby depuis mars 2017 en déclarant que passée la date du 21 juin 2017 (délai accordé par un accord politique dans le cadre du CNDP), l'Assemblée Nationale n'aura aucune légalité ni légitimité et **que par conséquent les lois, traités et accords internationaux votés par cette dernière n'auront aucune valeur juridique.**

Depuis cette date, aucune disposition n'a été prise par le pouvoir pour montrer sa volonté de régler cette crise.

Nous avons appris que votre Institution entend soutenir les Autorités en place dans l'organisation d'une table-ronde à Paris en début septembre 2017 en vue de mobiliser les ressources pour financer le Plan national de développement du Tchad 2017-2021.

Nous attirons votre attention sur les risques liés à cette situation où les libertés fondamentales du peuple tchadien sont bafouées sur l'autel du népotisme, exacerbant la crise économique et sociale qui a court depuis l'année dernière, avec le silence complice de cette assemblée où le parti au pouvoir détient la majorité absolue via des trucages électoraux de 2011. Les enlèvements et détentions arbitraires, le refus de dialogue politique ainsi que les violences à caractère ethnique qui se multiplient constituent, de notre point de vue, le terreau sur lequel peut se développer l'extrémisme ainsi que les tentatives de vouloir régler les conflits par les armes.

**Dans ce contexte, la société civile et les acteurs politiques estiment qu'en dehors d'un cadre de gouvernance renforcée, les ressources que les Autorités en place comptent mobiliser avec le soutien de votre Institution, ne feront qu'endetter durablement les générations actuelles et à venir, enrichir une classe de privilégiés choisis autour du cercle du pouvoir pour gérer les projets d'investissement et renforcer son pouvoir et les répressions vis-à-vis de la population.**

La communauté internationale, se trompe en considérant que le régime Hyper militarisé de Déby comme gage d'une stabilité sous-régionale face aux menaces terroristes. Nous pensons que cet objectif de la communauté internationale n'est pas incompatible avec un minimum de démocratie et de liberté politique pour le peuple Tchadien.

Nous sommes convaincus que la communauté internationale dispose d'importants leviers d'actions et de ressources pour amener le pouvoir en place à accepter un dialogue inclusif réclamé par les Forces Vives de la nation tchadienne afin de jeter des nouvelles bases pour une République plus démocratique incarnée par un pouvoir légitime et axée sur la bonne gouvernance. Ce faisant, nous pensons que la Communauté internationale contribuerait à l'instauration d'un climat intérieur favorable au développement et à la lutte contre l'extrémisme qui suppose, à n'en point douter, des actions efficaces de développement pour préserver les espoirs auprès des populations notamment jeunes.

C'est pourquoi, nous venons par la présente vous demander, en tant qu'Institution partenaire dans l'organisation de la Table-Ronde de Paris, **de bien vouloir exiger du régime en place un dialogue inclusif prôné par l'opposition et la société civile pour sortir le pays de la crise multiforme qu'il traverse, en lieu et place d'une modification constitutionnelle qui fera de la République un patrimoine familial.**

**Nous tenons à vous informer que nous envisageons organiser à Paris, parallèlement à votre table-ronde, des contre-conférences et des manifestations en vue d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur le sort du Tchad et le besoin d'agir en cohérence avec les principes d'éthique et d'efficacité qui fondent les interventions en matière de financement du développement.**

En espérant que notre appel recevra un écho favorable, veuillez croire, monsieur le président, à l'assurance de notre très haute considération.

Pour la Coalition

**Abdelkerim YACOUB KOUNDOUGOUMI**  
abdelkerimyacoub@gmail.com  
Tel : 0033647925273

Copie:

Union Européenne

ONU

Banque Mondiale

Fonds Monétaire International

Union Africaine

Commission Economique pour l'Afrique

Ambassades accréditées au Tchad

Ont signé:

Pour le PACT: Abdelkerim Yacoub Koundougoumi,

Pour la CTTDH: Mahamat Nour Ahmat Ibedou

Pour le FONAC: Mahamat Ahmad Alhabo

Pour AFDCPT Celine Narmadji

Pour le PDTF Djibrine Abakar Sadrak

Pour le Raz-Le-Bol Citoyen: Djonabaye Mbaïdanem

Pour RDPL Mieux vivre ensemble: Kingabé de Tapol

Pour le Mouvement citoyen YINA: Nadjo Kaina Palmer

Pour le MCPL Sosthène Mbernodji

Pour le COPES Issakha Dounia Haroun

Pour OPDH Mahamat Zene Oumar Abdel-Aziz

Pour l'UJCEPT Ganlguele Foutoin

Pour le CTVC Dingamnayal Nely Versini

Pour l'ATPDD Rémy Gamo

Medias:

Pour Le Blog Makaila.fr Makaila Nguebla

Pour Chari logone Djasna Nadji

Pièces jointes:

- Plate-forme des revendications de l'opération Boycott Assemblée Nationale

- Plaidoyer pour un dialogue inclusif